



PREFET DES PYRENEES ORIENTALES

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Région Languedoc-Roussillon*

Perpignan, le 16 septembre 2011

Unité Territoriale de l'Aude et des Pyrénées Orientales
Subdivision Environnement Sous-Sol des PO
Immeuble Kennedy – 7 rue Mariotte
66100 PERPIGNAN

OBJET : Société GEMFI sur la commune de RIVESALTES.

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

Introduction :

La société GEMFI a été autorisée à exploiter un entrepôt situé à la ZAC Espace Entreprises Méditerranée 2 à Rivesaltes par arrêté du 14 janvier 2004. Le projet consistait à la création de quatre bâtiments destinés à une activité de logistique pour une surface totale d'entrepôt d'environ 100.000 m². Un seul des 4 bâtiments a finalement été construit et livré le 11 juillet 2007, soit plus de 3 ans et 6 mois après la date de l'arrêté d'autorisation.

Par courrier du 15 avril 2011 la société GEMFI a sollicité le maintien de son autorisation malgré ce dépassement et le bénéfice de l'antériorité pour les nouvelles rubriques de la nomenclature.

La société GEMFI justifie le dépassement de 6 mois du délai de 3 ans prévu par l'article R. 512-74 pour la mise en service d'une installation classée, au-delà duquel l'autorisation cesse de produire effet, principalement par les difficultés rencontrées pour la mise en place et l'aménagement de la ZAC Espace Entreprises Méditerranée 2. A ce jour le bâtiment n'est toujours pas relié à la voie ferrée malgré les engagements pris initialement par l'aménageur de la ZAC.

Depuis la fin de construction en juillet 2007, l'exploitant précise que l'installation a été gardiennée en permanence et exploitée épisodiquement... Cet entrepôt construit depuis maintenant trois ans et 9 mois reste cohérent avec la vocation de la ZAC et de ses extensions prévues, ZAC 3 et ZAC fer destiné plus particulièrement à accueillir des entreprises logistiques.

L'activité de logistique ne met pas en jeu des procédés industriels de transformation, n'entraîne pas de consommation d'eau et ne produit pas d'effluents liquide ou gazeux. Le principal impact induit par cette installation concerne le risque incendie qui a été pris en compte dans l'arrêté d'autorisation. Cette installation n'entraîne pas à priori de conséquence directe pour des particuliers, les premières habitations se situant à plus de 1 km au sud du site.

Dans le cadre de cette demande de confirmation de l'autorisation et de bénéfice de l'antériorité pour les nouvelles rubriques de la nomenclature, une visite d'inspection a été réalisée le 22 juin 2011 afin de faire un point général sur la situation de l'entrepôt.

L'entrepôt construit correspond au bâtiment A de la demande d'autorisation d'exploiter. Il a une surface d'environ 30.000 m² qui est découpée en 5 cellules indépendantes d'environ 6000 m² chacune. Le jour de la visite un démarrage d'activité était en cours sur 2 cellules par 2 entreprises, les sociétés Transalliance et Narbonne Accessoire. Le reste du bâtiment était vide.

A la suite de cette visite il a en particulier été demandé à l'exploitant de mettre à jour le dossier de demande d'autorisation afin de prendre en compte les modifications induites par le fait qu'un seul des 4 bâtiments n'a finalement été construit et de réviser dans ce cadre l'étude des dangers.

Ce dossier de mise à jour a été transmis le 12 août 2011.

Analyse du dossier de mise à jour :

Les différentes capacités des rubriques autorisées ont été recalculées en tenant compte des modifications de la nomenclature.

Cet entrepôt dispose de plusieurs cellules pouvant être louées seules ou séparément à une ou plusieurs sociétés.

La société GEMFI ne connaît donc pas précisément le type de marchandise qui sera stocké par ses clients et donc la rubrique précise de la nomenclature concernée (papier ou carton ou bois ou matière plastique), c'est pourquoi les différentes rubriques possibles ont été retenues.

Comme signalé ci-avant le principal risque présenté par cette installation est l'incendie.

L'entrepôt a été conçu pour répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 05 août 2002 relatif aux entrepôts.

La société GEMFI a transmis un rapport d'audit réalisé par une société extérieure qui a permis de vérifier la conformité des installations avec l'arrêté d'autorisation. Par ailleurs l'exploitant a remis au cours de la visite d'inspection du 22 juin 2011 les différents rapports justifiant de la conformité constructive des bâtiments.

L'entrepôt est subdivisé en 5 cellules séparées par des murs coupe-feu de degré 2 heures toute hauteur avec dépassement de 1m en toiture.

Dans la mise à jour de l'étude des dangers l'exploitant a repris l'analyse des risques selon la méthode de l'analyse préliminaire des risques de l'arrêté du 29/09/05 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Le scénario d'accident majorant qui a été retenu est l'incendie généralisé dans une des 5 cellules de stockage. Les calculs de l'évaluation des flux thermiques montrent que la distance d'effets de la zone 5 kW/m², restent dans les limites de la propriété et la zone 3 kW/m² (effets létaux) dépasse légèrement coté nord-est sans toutefois toucher des voies de circulation ou des bâtiments.

Le bureau d'étude a modélisé le flux thermique rayonné avec le modèle de la flamme solide. L'arrêté ministériel concernant les entrepôts prévoyant l'utilisation du logiciel FLUMILOG pour évaluer les distances de flux thermique, les résultats ont été vérifiés à l'aide de ce logiciel. Les distances d'effets sont équivalentes.

Le calcul des flux thermiques a également été réalisé pour le scénario d'un incendie généralisé à 3 cellules du bâtiment. Dans ce cas les zones du flux thermique 3 kW/m² et 5 kW/m², dépassent des limites de propriété, sans également toucher des voies de circulation ou des bâtiments..

L'exploitant n'a toutefois pas retenu ce scénario considéré comme très peu probable compte tenu des mesures de prévention mises en places.

L'étude des dangers a également examiné les effets toxiques des fumées en cas d'incendie. Les conclusions sont que les seuils de concentration à effets létaux, réversibles et irréversibles ne sont pas atteints.

Les mesures de prévention comprennent :

- des barrières passives : Structure du bâtiment et murs de séparation des cellules coupe-feux de degré 2 heures, bande protection en toiture, porte coupe feu.
- et des barrières actives (sprinklers, extincteurs, RIA, poteaux incendie, cuve pompier).

L'étude des effets DOMINO a montré qu'aucune installation voisine n'était concernée par les zones de risque de flux thermique, par contre les réserves d'eau d'extinction incendie devront être protégée par un écran. Cette mesure a été incluse dans le projet d'arrêté avec un délai de réalisation de 6 mois (article 7.2.2).

A signaler enfin que cette installation comprend un bassin catastrophe d'un volume de 5387 m³. Ce bassin permet à la fois de recueillir les eaux pluviales dans le cas d'une pluie d'occurrence décennale (besoin de 2483 m³) et les eaux d'extinction incendie (le volume maximal d'effluents pollués à contenir est estimé à 1517 m³). Ce bassin est équipé d'une vanne de barrage asservie au réseau de sprinklers.

Conclusion :

Au cours de la visite d'inspection du 22 juin 2011 il a pu être vérifié que le bâtiment A a été construit conformément aux données du dossier de demande d'autorisation initial et la plupart des justifications de conformité constructive ont pu être fournis.

L'audit de l'arrêté d'autorisation actuel n'a pas fait ressortir de non-conformité significative.

Il ressort également que le non-respect de l'échéance de trois ans pour la mise en exploitation du bâtiment est principalement imputable au retard pris pour l'aménagement de la ZAC, notamment pour ce qui concerne l'embranchement fer. Ce retard n'est pas directement de la responsabilité de la société GEMFI. Le bâtiment est toutefois sorti de terre dans les délais et il reste cohérent avec la vocation de cette ZAC destinée à des activités de logistique.

Nous proposons aux membres du CODERST de considérer que les difficultés évoquées par la société GEMFI pour la mise en place de la ZAC2 peuvent être prises en compte au titre du cas de force majeure prévue par l'article R. 512-74.

Le dossier de mise à jour a repris le dimensionnement au regard des nouvelles rubriques et mis à jour les données de l'étude des dangers.

Il apparaît nécessaire d'actualiser les données de l'arrêté d'autorisation afin de tenir compte des évolutions des textes réglementaires et du fait qu'un seul des 4 bâtiments a été construit.

Nous proposons en conséquence également au membre du CODERST de donner un avis favorable au projet d'arrêté ci-joint qui actualise les prescriptions de l'arrêté d'autorisation.

L'inspecteur des Installations Classées